

## NIGERIA

## Des hommes armés attaquent une école militaire

**Des hommes armés ont attaqué, près de Kano, dans le Nord du Nigeria, une école secondaire dirigée par des militaires, tuant au moins trois membres de l'armée de l'air dans un incident dont les motifs demeurent opaques, a indiqué un responsable militaire hier.**

Une dizaine d'hommes armés ont attaqué l'école militaire de Kwa, située en dehors de Kano, et ont échangé des coups de feu avec les officiers de l'armée de l'air de l'école.

«Nos soldats ont essayé de les affronter mais quatre de nos hommes ont été blessés, trois d'entre eux sont morts et le quatrième a été transporté à l'hôpital», a déclaré le commandant de l'air, Sani Ahmed. Les assaillants sont partis 30 minutes plus tard et on ne savait pas s'il y avait parmi eux des morts ou des blessés, a ajouté M. Ahmed qui n'a pas pu préciser qui était responsable de cette attaque.

Auparavant, un médecin, s'exprimant également sous couvert de l'anonymat, avait indiqué que quatre membres de l'armée de l'air avaient été tués. L'école était soigneusement gardée hier après d'autres incidents survenus dans le secteur jeudi, dont une attaque contre un poste de police. Un porte-parole de la police, Magaji Majia, a tout d'abord

annoncé que des «bandits armés» avaient attaqué un poste de police jeudi soir, blessant un policier. Il est revenu plus tard sur sa déclaration, indiquant que le policier avait été blessé par un tir en se rendant sur son lieu de travail hier matin. Selon des habitants de Kano, des coups de feu ont également été entendus dans un autre faubourg de la ville dans la nuit de jeudi.

On ne savait pas encore s'il existait un lien entre les événements survenus jeudi. L'école militaire de Kwa commençait hier les vacances de Noël. «Vers 20h30, nous avons entendu des coups de feu venant de

l'intérieur de l'école et qui ont duré une trentaine de minutes», a indiqué un fermier voisin.

«Nous avons pensé que c'était les étudiants qui tiraient des coups de feu pour célébrer le début des vacances, mais nous avons compris plus tard que c'était une attaque d'hommes armés», a-t-il raconté.

Le nord du Nigeria est secoué régulièrement par des violences à caractère ethnique et religieux qui ont fait des centaines de morts ces dernières années, imputées au groupe islamiste Boko Haram.

Boko Haram, qui réclame l'application stricte de la charia (loi coranique), a multiplié ces derniers mois assassinats et attentats. Le 26 août, le mouvement islamiste a revendiqué un attentat suicide contre le siège de l'ONU en plein cœur de la capitale Abuja, faisant 24 morts.



Photo : DR

## TURQUIE

## Le chef du Pentagone réaffirme le soutien américain à Ankara contre le PKK

**Les Etats-Unis «continueront d'aider la Turquie» à lutter contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a affirmé hier à Ankara le secrétaire américain à la Défense Leon Panetta, pour qui Washington est «prêt à discuter» de la fourniture de drones à l'allié turc.**

«Au cours de mes entretiens ici à Ankara, j'ai été très clair sur le fait que les Etats-Unis continueront d'ai-

der la Turquie à faire face à la menace» du PKK, a affirmé le chef du Pentagone lors d'une conférence de presse. M. Panetta a notamment rencontré son homologue Ismet Yilmaz jeudi et le président Abdullah Gül.

Les Etats-Unis ont récemment fourni à la Turquie trois hélicoptères de combat Super Cobra pour l'aider dans sa lutte contre le PKK, considéré comme une organisation terroriste tant à Washington qu'à Ankara. L'armée américaine a également

repositionné sur la base d'Incirlik (sud de la Turquie) quatre drones Predator, non armés, qui étaient auparavant basés dans le nord de l'Irak, afin de continuer à fournir des renseignements à la Turquie sur le PKK. «Les Etats-Unis sont prêts à discuter d'efforts supplémentaires pour améliorer les capacités» turques en matière de drones, a affirmé, sans plus de détail, le chef du Pentagone. L'armée turque fait face à une flambée de violence des séparatistes du PKK qui utilisent leurs

bases arrières dans le nord de l'Irak, pays voisin, pour lancer des attaques contre des objectifs en territoire turc, près de la frontière.

L'éventuelle fourniture de drones américains à la Turquie se heurte à l'opposition d'une partie du Congrès américain, inquiet de la dégradation des relations diplomatiques entre Ankara et Israël.

«Je crois qu'il est dans l'intérêt de la Turquie, tout comme celui d'Israël, d'avancer et d'améliorer leurs relations», a estimé M. Panetta.

## KAZAKHSTAN

## Dix morts dans des heurts dans l'ouest du pays

**De violents heurts, apparemment entre des grévistes et des policiers, ont fait 10 morts et des blessés hier à Janaozen, dans l'ouest du Kazakhstan, a annoncé le parquet de cette république ex-soviétique d'Asie centrale qui met en cause des «vandales». «Selon un premier bilan, à la suite de heurts massifs à Janaozen, 10 personnes sont mortes et plusieurs autres ont été blessées, dont des policiers», a déclaré le procureur général, Askhat Daoulbaïev, cité par l'agence Interfax Kazakhstan.**

Il a précisé que la mairie de la ville, un hôtel et les bureaux de la compagnie pétrolière Ozemunaigaz avaient été incendiés.

Toutes les communications téléphoniques avec cette ville située sur la rive orientale de la mer Caspienne sont coupées, selon un photographe de l'AFP au Kazakhstan. Le syndicat indépendant Odak a indiqué dans un communiqué que plus de 3 000 personnes — des grévistes réclamant des hausses de salaires et des habitants les soutenant — s'étaient rassemblés sur la place centrale de la ville alors que s'y déroulaient les festivités célébrant les 20 ans de l'indépendance du Kazakhstan.

Les manifestants s'en sont pris à la tribune montée pour l'occasion, selon le journal d'opposition *Respublika*, à la suite de quoi les forces de l'ordre ont chargé les manifestants et ont ouvert le feu, selon la même source. Le procureur général n'a pas confirmé cette version des

faits, affirmant qu'un groupe de «vandales» avait attaqué des civils et des policiers.

«Le 16 décembre à 11h30, dans la ville de Janaozen, dans la région de Maguistau, des heurts massifs ont été provoqués au cours des festivités par les actions criminelles d'un

groupe de personnes», a-t-il déclaré. «Les personnes rassemblées sur la place centrale pour le 20<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du pays ont été attaquées par un groupe de vandales», a ajouté le procureur. «Violant l'ordre public, ces criminels ont attaqué les policiers, ont fait tom-

ber un sapin décoré, ont détruit la scène et les iourtes installées pour l'occasion, et ont mis le feu à un car de la police», a dit M. Daoulbaïev. Une vidéo sur internet montre un extrait de ces incidents et des tirs d'armes automatiques y sont audibles.

## GABON

## Le parti présidentiel grand favori à la veille des législatives

**La campagne pour l'élection des 120 députés de l'Assemblée nationale gabonaise prenait fin hier à minuit, à la veille d'un scrutin où la victoire semble promise au parti du président Ali Bongo à la tête du pays depuis 2009.**

Face à une opposition divisée sur un boycottage des législatives, le Parti démocratique gabonais (PDG au pouvoir) du président Bongo part favori.

Depuis 1996, «les scrutins n'ont pas pu faire émerger une opposition suffisamment forte peut-être parce qu'elle n'était pas bien organisée, mais peut-être aussi parce que le parti au pouvoir n'a pas voulu qu'il y ait une alternance au niveau présidentiel comme parlementaire», analyse le professeur à l'université Omar-Bongo de Libreville Wilson Ndombet.

Le P-dg, qui dispose aujourd'hui avec ses alliés de 98 des 120 sièges, devrait s'offrir une confortable majorité absolue, alors que le réel enjeu de cette première élection parlementaire depuis la mort d'Omar Bongo en juin 2009 après 41 ans de pouvoir sera la participation et le bon déroulement du scrutin, auquel une partie de l'opposi-

tion a promis de s'opposer, dénonçant l'absence du recours à la biométrie contre la fraude. «Pas de biométrie, pas de transparence, pas d'élection (...) Moi je n'irais pas à cette élection, et vous non plus», avait déclaré fin novembre Jean Eyéghé Ndong, ex-Premier ministre et membre de l'opposition. Avant lui, treize partis de l'opposition et la plate-forme de la société civile «Ça suffit comme ça» avaient eux aussi appelé «le peuple gabonais à s'opposer et à empêcher l'organisation des élections». Dans les rues de Libreville, le scrutin d'aujourd'hui semble susciter peu d'engouement. «Moi, je suis découragé comme la majorité des Gabonais. Ça n'intéresse pas vraiment, on a été découragés avec la présidentielle, ça ne s'est pas franchement joué aux urnes. Moi je ne suis pas inscrit, et les législatives ça ne m'intéresse pas, on n'est pas concernés. L'opposition n'existe presque plus, le P-dg fera un tabac», explique Felix Allogo, un chef d'entreprise gabonais de 31 ans. «Les élections ne seront pas crédibles, si elles ont lieu. Je crois que la participation ne dépassera pas les 20%. Ça ne vaut rien ! Les gens n'iront pas. Quelle crédibilité (peut-on) accorder à une élec-

tion où il n'y aura pas d'opposition ?», avait affirmé début décembre le principal opposant gabonais André Mba Obame, actuellement en convalescence en Afrique du Sud, dont la formation politique, l'Union nationale (UN) a été dissoute en janvier 2010 par les autorités. «Même quand vous voyez des grands meetings du P-dg, les trois quarts des gens qui sont là ne sont pas des électeurs, ils ont été transportés là par le pouvoir», explique le candidat Fidèle Waura, secrétaire général de l'Union du peuple gabonais (UPG) dont le leader historique Pierre Mamboundou est décédé en octobre, laissant son parti divisé entre partisans du boycott et candidats. Les «mesures habituelles de sécurisation seront mises en place», a affirmé le président de la commission électorale René Aboghe Ella.

«Les débits de boissons seront fermés aujourd'hui à 22h jusqu'à demain à minuit, même chose pour les frontières terrestres et maritimes qui seront fermées ce vendredi à minuit et jusqu'à demain minuit», a pour sa part déclaré le porte-parole du ministère de l'Intérieur Jean-Eric Nziengui alors qu'aucune tension particulière n'a été ressentie dans la capitale gabonaise.

ÉTATS-UNIS  
Première audience  
pour la taupe  
présumée  
de WikiLeaks

L'avocat du soldat Bradley Manning, «taupe» présumée de WikiLeaks, a demandé hier la récusation du procureur, juste après le début de la première audience du militaire devant un tribunal militaire sur la base de Fort Meade, près de Washington.

«La défense a déposé une requête pour que vous vous récusiez», a dit l'avocat David Coombs au procureur, le lieutenant-colonel Paul Almanza, chargé de l'enquête, estimant que l'accusation risquait d'être partielle, car l'officier chargé de l'enquête est procureur militaire de carrière. L'accusation a soumis une liste de 20 témoins, et «ils ont tous reçu l'autorisation de déposer», a déclaré l'avocat. En revanche, la défense a, selon lui, demandé à 48 personnes de témoigner, dont 10 étaient aussi dans la liste de l'accusation, «mais seuls deux témoins sur 38 ont été acceptés».

«Un observateur extérieur, une personne raisonnable, estimerait sans aucun doute qu'il y a là partialité», a estimé David Coombs, son client, le soldat Manning à ses côtés. Ce dernier était vêtu d'un uniforme vert et est apparu calme lorsqu'on lui a lu les accusations qui le visent, entre autres d'avoir transmis des dépêches diplomatiques américaines au site internet WikiLeaks. Au cours de cette audience préliminaire, il ne s'agit pas de déterminer si le soldat est coupable ou innocent, la cour va uniquement passer en revue les accusations qui le visent. Les enquêteurs devront ensuite dire s'ils se prononcent pour qu'une cour martiale se saisisse de l'affaire, selon un expert en justice militaire. C'est la première apparition en public de Bradley Manning, qui aura 24 ans aujourd'hui samedi, depuis son arrestation en mai 2010.

Il est accusé d'avoir fourni des dépêches diplomatiques, des rapports militaires et des vidéos confidentiels sur les conflits en Afghanistan et en Irak au site internet WikiLeaks.